



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 7 avril 2025

L'an deux mille vingt-cinq et le sept avril à dix-neuf heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune d'AUBENAS, légalement convoqué, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Yves MEYER, Maire.

Présents : MEYER Jean-Yves, LOYET André, GAILLARD Pascal, ROCHE Eliette, CIVIER Stéphane, NGUYEN Isabelle, DAUMAS Jacques, DURIEU Joël, TASTEVIN Marie-Françoise, HADDAD Catherine, BOUSCHON Max, SOUBEYRAND Jacky, BOYER Alain, ROGIER Monique, JEAN LEYNAUD Sylvie, VERMOREL Guillaume, GUIBERT Alexandra, PERRUSSET Benoît, CAUQUIL Alexandra, CONSTANZO André, DELAUCHE Henri

Excusés : FAURE Cécile donne procuration à ROCHE Eliette, SAUGET Elisabeth donne procuration à DAUMAS Jacques, VERNEDE Corinne donne procuration à TASTEVIN Marie-Françoise, LEYNAUD Michel donne procuration à LOYET André, MARRON Corentin donne procuration à BOUSCHON Max, AMRANI Hasiba donne procuration à SOUBEYRAND Jacky, TEYSSIER Nicolas donne procuration à HADDAD Catherine, JOLY Delphine donne procuration à JEAN LEYNAUD Sylvie, ARMAND Michel donne procuration à BOYER Alain, ROUX Patricia donne procuration à PERRUSSET Benoît, SIMON Cloé donne procuration à GUIBERT Alexandra

Absent : KAPPEL Roger

Secrétaire de séance : Alain BOYER

Date de la convocation :

Délibération n°2025-063

31 mars 2025

OBJET : Régularisation foncière rue du Docteur Saladin

Transmis au
représentant de l'Etat le : 10 AVR. 2025
Affiché le :
Notifié le : 10 AVR. 2025

Vu l'article L.2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'acte d'acquisition en date du 15 mai 1964 du bâtiment implanté sur la parcelle cadastrée section E, numéro 2282, abritant aujourd'hui la Maison de l'Image et l'association Format, dont l'adresse est 9, boulevard de Provence,

Considérant que le chemin d'accès depuis la rue du Docteur Saladin, inclus dans la parcelle initiale, dessert en réalité 5 propriétés, à savoir les Consorts Cheyron (parcelles E 859 et 860), la SCI Saladin (parcelles E 853, 854, 855 et 856), les consorts David-Calvet (parcelle E 3667), M. Armand et Mme Dubois (parcelles E 857 et 858) et enfin la Commune d'Aubenas,

Considérant que la nature des droits diffère selon les propriétaires, certains ne disposant que d'un droit de passage, d'autres ayant un droit de propriété indivis, et qu'elle s'est troublée au fil des actes, par manque de précisions dans leur rédaction et du fait d'une erreur de la représentation cadastrale, ayant inclus le chemin dans la propriété communale,

Considérant que l'acte de référence datant du 2 avril 1926, permet de déterminer les droits de chacun, et qu'il apparaît que la SCI Saladin et les Consorts Cheyron sont seuls propriétaires indivis du chemin et que les 3 autres propriétés disposent de droits de passage.

Il est proposé au Conseil Municipal de donner son accord pour identifier cadastralement le chemin de desserte aux 5 propriétés par la création d'une parcelle dédiée, et pour régulariser la nature et les droits de chacun sur ledit chemin, la commune disposant d'un droit de passage.

Les frais d'entretien seront partagés entre les utilisateurs

Les frais d'établissement de l'acte seront à la charge des Consorts Cheyron, demandeurs

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** la division de la parcelle cadastrée section E, numéro 2282 afin de permettre l'identification de la parcelle consistant en un chemin de desserte de 5 propriétés différentes,
- **Autorise** la signature de l'acte régularisant la servitude de passage au profit de la commune
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer l'acte tous actes nécessaires à cette régularisation.

Extrait certifié conforme,

<p>Jean-Yves MEYER, Maire</p> 	<p>Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que la présente peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de l'affichage de la présente soit par courrier, soit par voie dématérialisée (www.telerecours.fr)</p>
---	---